

La culture du ressentiment dans l'Allemagne du II^e au III^e Reich

Rita Thalmann

La nation retardataire

Le ressentiment, souvenir d'un mal vivement éprouvé, d'une injure, d'une injustice, avec le plus souvent le désir de se venger, concerne aussi bien les individus que les peuples. Mais pourquoi a-t-il pris un tour si singulier et si violent en terre allemande? « L'Allemagne, notait déjà en 1854, Alexis de Toqueville, est un pays doté d'un sens moderne de la science et de l'économie dans un corps gothique ». En d'autres termes, avec un fondement politique archaïque, inadapté aux évolutions de la démocratie moderne. Les voisins occidentaux de l'Allemagne sont devenus des nations au début des temps modernes, coïncidant avec la formation d'Etats souverains. D'où une forme d'identification entre Etat et Nation renforcée par une continuité séculaire. Qualifiée de « retardataire »¹, la nation allemande n'émerge qu'au dernier tiers du XIX^{ème} siècle, avec la création, en 1871 du II^{ème} Reich. Issue de trois guerres victorieuses contre l'Autriche et la France, sa proclamation relève d'une « révolution blanche », imposée par la Prusse de Bismarck aux princes, depuis Versailles, c'est à dire en terre étrangère, en l'absence des représentants du peuple. « L'Allemagne, est, selon Robert d'Harcourt, le pays des révolutions manquées et celui des contre-révolutions réussies. » Sans remonter à l'écrasement de la guerre des paysans au XVI^{ème} siècle, 1789, 1830, 1848 – on peut même ajouter ultérieurement 1918 – ont à chaque fois connu l'échec, faute d'une bourgeoisie libérale s'appuyant sur les aspirations populaires pour forger l'unité de la nation. Or le concept et

l'idée de nation sont restés diffus dans un territoire longtemps morcelé en 350 principautés de taille et de confessions différentes (cujus regio, ejus religio) jusqu'à ce que l'occupation et l'administration napoléonienne préparent les voies de l'unification, en simplifiant la carte du pays à 39 Etats en 1806, et en ébranlant les bases socio-économiques de l'Ancien régime. C'est sous l'administration napoléonienne qu'intervient la suppression du servage, des droits féodaux et l'émancipation des juifs dans les territoires soumis au Code civil calqué sur le modèle français. Mais, c'est en réaction contre la pensée des philosophes français et les idées de 1789, fondées sur le contrat librement consenti, que le romantisme allemand conçoit la nation comme réalité vivante, organique du *Volk*, communauté dépassant les limites de l'Etat existant, mais excluant les minorités étrangères. Communauté plongeant ses racines dans le passé le plus lointain, originel, de la communauté germanique. Si, jusqu'en 1848, les aspirations unitaires libérales se manifestent dans une frange de la bourgeoisie éclairée, l'échec du parlement de Francfort, où siègent sept délégués juifs « centristes », dont le vice-président le juriste Gabriel Riesser – l'aile révolutionnaire non parlementaire, comptait environ 15 pour cent de Juifs – sonne le glas des espoirs d'égalité civique. Egalité qui, selon, le rabbin Leopold Stein (Francfort) « ne fait qu'un avec la cause de la patrie et triomphera ou tombera avec elle. »² En fait, l'émancipation des Juifs, commencée sous l'administration napoléonienne en 1808, poursuivie jusqu'à

1 Helmuth Plessner, *die Verspätete Nation*, Stuttgart, 1959.

2 Article de *Allgemeine Zeitung des Judentum*, cité par Jacob Toury, *Sociale und politische Geschichte der Juden in Deutschland, 1847-1871*, Düsseldorf, 1977.

l'unification impériale de 1871, est une longue marche jalonnée de législations plus ou moins restrictives selon les régions. Pourtant, malgré l'unification politique de l'empire, ce processus, fragilisé par l'inégalité des étapes intermédiaires d'émancipation, se heurte, dès l'apparition des grandes crises économiques à partir de 1873, au ressentiment des couches sociales inquiètes ou directement touchées, contre les Juifs censés être les accapareurs de la prospérité initiale du Reich. Déjà, dans un article publié en français, en 1867, par la *Ligue internationale pour la paix*, le député libéral de Hambourg, Wilhelm Marr, dénonçait, « le péril de l'asiatisme des Juifs pour les peuples indoeuropéens », en déclarant, « La véritable nationalité c'est la race ». Mais le même, auteur en 1879, de *La Victoire du judaïsme sur la germanité*, va plus loin en créant le terme « antisémite » et le premier *Parti des Antisémites*. Expression des déçus de l'échec de 1848, tout comme d'ailleurs Richard Wagner, passé du libéralisme révolutionnaire de 1848, au culte du *Deushtum*. Est-ce la conscience de ses débuts difficiles, dépendant matériellement des bienfaits de son aîné Meyerbeer ? Toujours est-il que son ressentiment le pousse à publier en 1850 « Le judaïsme dans la musique » où, sous un nom d'emprunt, il développe déjà l'image des Juifs parasites sur un corps en décomposition. Mais c'est dans le Cercle de Bayreuth et la gazette du même nom que Wagner et son gendre Houston Stewart Chamberlain, assistés de Ludwig Schemann, traducteur et introducteur dans les années 80 de l'*Essai sur l'inégalité des races* (1853-55) du comte de Gobineau, déçu par l'insuccès de son livre en France, auquel ses amis Renan et Tocqueville avaient prêté un meilleur accueil dans une Allemagne encore attachée à ses racines primordiales, que le racisme germanique va trouver son noyau fondateur. Reprenant l'idée gobinienne des races, moteur de l'histoire, et la thèse d'une hiérarchie des races dont celle des blancs « Aryens »

constituait la forme supérieure de l'humanité, seule créatrice de culture mais, comme les autres, en dégénérescence par métissage, le Cercle de Bayreuth entend dépasser le pessimisme culturel du modèle français par une synthèse de la philosophie de la Vie et du *Volstum*. Avec *Les fondements du XIX^{ème} siècle* (1899) H. S. Chamberlain, encore récusé par les spécialistes comme « terrible simplificateur », conquiert néanmoins la majorité de la bourgeoisie, dont le courant pangermaniste, et jusqu'à l'empereur qu'il rencontre et qui ordonne l'enseignement obligatoire de l'ouvrage dans les séminaires prussiens de formation des enseignants. Car, contrairement aux forces centrifuges réprimées (minorités culturelles, nationales, ethniques), la conception métahistorique et métapolitique de la supériorité germanique, exposée dans l'ouvrage de H. S. Chamberlain compense les frustrations du peuple consécutives à l'impuissance politique et permet aussi de la préparer, après le renvoi en 1890 de Bismarck, à la *Weltpolitik* de Guillaume II. Caractéristique du foisonnement d'organisations et de publications illustrant ce *Zeitgeist* (littéralement, esprit du temps) l'ouvrage de Josef Ludwig Reimer, *Ein pangermanisches Deutschland. Versuch über die konsequenzen der gegenwärtigen Rassenbetrachtung für unsere politischen und religiösen Probleme* (Berlin-Leipzig, 1905) définit une Allemagne pangermaniste faisant de la racialisation la solution des problèmes politiques et religieux en lui conférant une aura scientifique.

Le projet d'une Allemagne maîtresse de l'Europe continentale qu'expose Reimer, implique, en effet, un tri entre « germains » et « germanisables » d'une part, et « non germanisables » de l'autre. Tri confié, le moment venu, à une commission d'anthropologues, de médecins, d'élèves spécialistes. Les premiers étant encouragés à procréer, les seconds, au contraire, interdits de procréation. Si ce type de projet, lié à la *Ligue* pangermaniste, créée en

1890 par les milieux industriels et financiers, soutenus par l'armée, correspond encore aux visées continentales de Bismarck, réticent aux ambitions du lobby colonial, celui-ci va trouver un prolongement dans la *Weltpolitik* impériale, décidée à conquérir à l'Allemagne sa « place au soleil »³, injustement accaparée par la France et la Grande Bretagne. « Nietzsche, remarque l'historien Fritz Stern, fut le premier à reconnaître le pouvoir psychologique du ressentiment et le premier à mettre en garde contre sa force de décomposition ».⁴

Caractérisée par le rejet du libéralisme occidental au profit du seul libéralisme économique, confortée par l'historisme instrumentalisé au service de la légitimation politique, une religion allemande et le biologisme, cette culture du ressentiment traverse toutes les couches de la société (aristocratie militaire et terrienne, bourgeoisie d'affaires, milieux universitaires, classes moyennes). Synthèse d'associations de toutes natures, la Ligue pangermaniste (Alldeutscher Verband –ADV) représente le fondement programmatique de cette *Weltpolitik*. Notamment avec des associations coloniales, qui occupent une place de choix comme vecteur de mobilisation idéologique au service de la politique expansionniste « national völkisch » du II^{ème} Reich. Politique impliquant cependant aussi bien le projet de domination de la *Mittelleuropa* que la conquête coloniale avec les moyens forgés par l'industrie lourde. Dont la construction d'une flotte militaire capable de rivaliser avec celle de l'Angleterre. Projets qui n'excluent pas la lutte contre les forces centrifuges à l'intérieur du Reich – notamment les Juifs, incarnant l'anticorps absolu du *Volksstum* germanique. Pour sauver le peuple allemand de ce péril, le président de l'ADV préconise la fermeture impitoyable des frontières à toute nouvelle immigra-

tion juive, l'expulsion des Juifs non titulaires de la citoyenneté allemande, la mise sous statut d'étranger de tous les Juifs résidents.

Est juive toute personne qui appartient à la date du 18 janvier 1871 à la communauté religieuse juive, ainsi que tous les descendants des personnes juives de leur vivant, même si seul un des parents a été Juif. Suivent une série d'interdits pour ceux placés sous statut d'étrangers.

Des universitaires de renom, comme le géographe Friedrich Ratzel, l'historien Heinrich von Treitschke, auquel on doit le slogan « Les Juifs sont notre malheur » qui fit florès sous le III^{ème} Reich, le biologiste Friedrich Ploetz, fondateur en 1904 du premier mouvement eugénique appelé d'emblée, à la différence des associations sœurs, « Société d'hygiène raciale », se chargent de justifier « scientifiquement » le droit et l'aptitude germanique à la domination des peuples et cultures « inférieurs » dans le monde. Dans un article « Nos perspectives » publié en 1870 dans les *Preussische Jahrbücher*⁵, Treitschke, seul député national libéral à avoir voté la loi contre les socialistes, met son prestige au service du mouvement antisémite. Tout en se déclarant, comme le parti libéral, partisan d'une émancipation des Juifs, à condition d'une assimilation totale, dégagée de la judéité, il estime que le risque d'échec, donnerait une culture germano-juive bâtarde, qui détruirait la pureté de l'héritage germanique millénaire. Membre du même parti, son collègue Theodor Mommsen et le chirurgien Rudolf Virchow créent après l'appel de 76 personnalités contre la campagne et les exactions antijuives, « l'Association de défense contre l'antisémitisme ». Forte à ses débuts de 12 000 membres, son peu d'efficacité et la désaffection progressive des personnalités libérales déterminent la création, en 1893, de « l'Association centrale

3 Adjaï Paulin, Oloukopona Yinon, Notre place au soleil ou l'Afrique pangermaniste, Paris-Lomé, 1985.

4 Fritz Stern, *Kulturpessimismus als politische Gefahr*, Bern, stuttgart, Wien, 1963, p. 9

5 George L. Mosse, *The Crisis of german Ideology*, London, 1966.

des citoyens allemands de confession juive » (CV). Car, malgré leur indéniable ascension économique et sociale, les Juifs, officiellement recensés comme tels, forment une communauté affaiblie. D'abord démographiquement puisque passant de 1,95 % en 1871 à 0,95 % à la veille de la guerre. Au point que Felix Teilhaber s'interrogeait sur *La fin du judaïsme allemand* (Berlin, 1911). Effet pervers d'une émancipation incomplète, exigeant l'assimilation, voire la conversion au christianisme comme « billet d'entrée dans la société allemande ». Sans parler des divisions internes à la communauté, la minorité juive subit un triple ressentiment : antijudaïsme chrétien du prédicateur de la Cour Adolf Stöcker, avec de nombreuses ramifications dans les associations chrétiennes, aussi de son homologue autrichien catholique, Karl Lueger, l'une des premières sources d'inspiration du jeune Hitler à Vienne. Ressentiment politique et économique illustré après *La question juive*, de Karl Marx (1844) par *La question juive* d'Eugen Dühring (1881) déjà marquée par la racialisation, celle de Karl Kautsky, l'un des dirigeants socialistes, auteur de *Rasse und Judentum* ou encore de Werner Sombart, auteur des *Juifs dans la vie économique* (1911), reprenant le thème du nomadisme juif comme origine d'un capitalisme spécifique alors que Weber y voit la source du capitalisme protestant. Ressentiment racial dont Theodor Fritsch, créateur du *Hammerbund*, véritable pépinière de théoriciens *völkisch* et d'une maison d'édition, *Der Hammer* consacré aux publications de ce type, réalise une synthèse avec le *catéchisme des antisémites* (1887) devenu ultérieurement *Manuel des antisémites*, qui atteindra 40 éditions jusqu'en 1936⁶.

Avide de panache et de prestige, le jeune empereur n'écoute ni ses quatre chanceliers successifs après le renvoi de Bismarck, ni

sa majorité parlementaire, pour s'engager dans la politique mondiale dictée par la pression conjuguée d'une démographie passée de 49 à 67 millions entre 1890 et 1914 et celle des milieux économiques revendiquant la conquête de nouveaux espaces vitaux, prestataires d'approvisionnement et de débouchés. Politique qui détruit le système d'alliances continentales construit par Bismarck et mène, avec pour seule alliée l'Autriche, impatiente d'en découdre avec la Russie, sa rivale dans les Balkans, à la Première guerre mondiale. Fort du soutien de la classe dirigeante, mais aussi des socialistes allemands qui, convaincus que l'Allemagne hautement civilisée doit libérer la Russie de l'oppression tsariste, s'opposent au sein de l'Internationale, comme les « syndicats libres » proches du SPD, à tout mouvement de grève contre la guerre, votent les crédits militaires et s'engagent à soutenir le gouvernement au nom de l'« Union sacrée ».

L'enthousiasme de l'Union sacrée et le ressentiment de la défaite.

À l'aube de cette guerre, la proclamation de l'empereur « Je ne connais plus de partis, je ne connais plus que des Allemands » remplit aussi d'enthousiasme les Juifs allemands persuadés que l'heure de leur pleine intégration est enfin arrivée. Plus de 100 000 d'entre eux combattent, près de 12 000 meurent sous le drapeau impérial. Des personnalités juives se joignent au manifeste des 93 universitaires soutenant la guerre allemande. Ernst Lissauer compose le chant le plus populaire contre l'Angleterre. Walter Rathenau et l'armateur Albert Ballin, proche de l'empereur organisent l'économie de guerre. Franz Oppenheimer crée le Comité pour la libération de l'Est. Dans *l'Allemagne et le judaïsme* (1916) Hermann Cohen estime que la symbiose réussie entre judaïsme et germanité assurera, une fois la paix revenue, une place prépondérante à l'Allemagne dans le monde. Et ce

6 Helmut Berding, *Histoire de l'antisémitisme* – traduction de l'allemand O ; Mannoni, Paris, éd. Maison des Sciences de l'Homme, 1991.

alors que le ministère prussien de la guerre vient de lancer, à la demande des mouvements contre les « Juifs planqués, profiteurs de guerre et affameurs du peuple », un recensement spécifique de ceux présents sous les drapeaux. Entrepris en novembre 1916, les résultats de ce recensement ne seront jamais publiés et nourriront d'autant plus le ressentiment populaire.

Pour la majorité des Allemands, le choc de la défaite est d'autant plus brutal que les discours de victoire et les promesses d'une Allemagne puissante et prospère déversés par les médias sous strict contrôle militaire, leur avaient insufflé la force d'endurer quatre années de sacrifices et de privations. Dans l'hôpital militaire de Poméranie où il se remet d'une blessure aux yeux par gaz asphyxiants, le caporal autrichien Hitler, engagé volontaire dès 1914, raconte s'être jeté sur son lit, en pleurant pour la première fois depuis la mort de sa mère, en apprenant que « la maison des Hohenzollern n'avait plus le droit de porter la couronne impériale allemande »... « Tout avait été pour rien. Pour rien toutes les victimes et tous les sacrifices, pour rien la faim et la soif parfois durant des mois sans fin, vaines les heures où prisonniers d'une angoisse mortelle, nous remplissions quand même notre devoir. Vaine la mort de deux millions des nôtres. L'empereur Guillaume II avait été le premier à tendre la main de la réconciliation aux chefs marxistes sans se douter que ces crapules n'ont pas d'honneur. Pendant qu'ils tenaient encore la main impériale dans la leur, l'autre cherchait déjà le poignard. Avec les Juifs, on ne peut pas pactiser. C'est seulement la dure loi du ou bien ou bien. Quant à moi, je décidai de devenir politicien. »⁷

La révolution multiforme de novembre 1918, ouverte par l'instauration, le 28 octobre, d'une monarchie parlementaire sous la direc-

tion du prince Max de Bade, à la demande du général Ludendorff pressé de dégager les responsabilités du Haut Commandement, commence par une mutinerie des équipages de la flotte à Kiel et Bremerhaven, prélude aux *Conseils d'ouvriers et de soldats* dans tout le Reich. Le 8 novembre : proclamation de la république libre de Bavière par Kurt Eisner. Le lendemain, 9 novembre : fuite et abdication de l'empereur aux Pays Bas incitant Phillip Scheidemann à proclamer la République et la formation d'un gouvernement socialiste à Berlin, sous la direction de Friedrich Ebert. Deux heures plus tard, Karl Liebknecht fait hisser le drapeau rouge sur le château royal et acclamer « la République socialiste libre ». La proclamation en deux jours de 3 républiques différentes se réclamant du socialisme, dans un contexte de soulèvements révolutionnaires, sème la confusion dans une population désorientée, qui aspire surtout au retour à l'ordre et à la paix. Qualifié d'émblée par leurs adversaires de « non allemande » (*undeutsch*) parce qu'imposée par les vainqueurs et leurs agents qu'Hitler ne tardera pas à qualifier de « criminels de novembre » le régime ne parvient pas à assurer ses assises.⁸ L'appel des responsables socialistes aux chefs militaires pour mater les forces révolutionnaires, se soldant notamment par l'assassinat de Rosa Luxemburg, de Karl Liebknecht, de Gustav Landauer, de Kurt Eisner, de Leo Jogisches, de Erich Mühsam et de quelque 1200 militants, scelle une rupture lourde de conséquences pour l'avenir de la République entre les deux gauches. Désormais minoritaires, contraints de former la « coalition de Weimar » dans la petite ville berceau du classicisme allemand, loin des affrontements de la capitale, avec le Zentrum catholique et un parti démocrate issu du libéralisme de l'empire, « rallié de raison »

7 Adolf Hitler, *Mein Kampf*, vol. 1, « Un règlement de comptes », München, 1^{ère} éd. 1927, éd. ult. 1938, p. 225.

8 Georges Castellan, *L'Allemagne de Weimar 1918-1933*, 1^{ère} éd. Paris, 1969, Rita Thalmann, *La République de Weimar*, col. Que sais-je, 3^{ème} éd. corrigée 1995.

à la République, les socialistes ne participèrent aux différentes coalitions que jusqu'en 1923, avant de tolérer celles formées avec une partie de l'ancienne droite, devenue *parti allemand du peuple* (DVP). Minée par ce que Rosa Luxemburg appelait déjà « l'immaturation politique des dirigeants », avec un peuple qui n'avait jamais connu la démocratie, la république de Weimar, estime l'historien Hans Mommsen, est l'illustration d'une « liberté galvaudée » (*Verspielte Freiheit*). La défaite de 1918, aurait pu produire un processus de clarification semblable à celui engagé par la France vaincue de 1871. Or, face aux difficultés économiques et politiques, utilisées par les forces antirépublicaines pour répandre la thèse du « coup de poignard dans le dos d'une armée rentrée invaincue », au lieu d'expliquer les origines de la guerre et d'en tirer les conséquences pour renforcer les fondements de la démocratie républicaine, la « coalition de Weimar » multiplie les concessions aux tenants de l'ancien régime, largement présents dans l'administration et l'armée. A commencer par l'énoncé de l'article 1 de la Constitution : *le Reich est une République*. Formulation source d'ambiguïté qu'exploiteront ceux pour qui la République n'est qu'une parenthèse. Autre ambiguïté redoutable : la tempête unanime provoquée par le Traité de Versailles suscitant un appel des dirigeants socialistes au peuple et aux Länder contre ce « diktat inapplicable », alors que les militaires se prononcent pour l'acceptation, à condition de faire disparaître les « paragraphes honteux » sur la responsabilité allemande de la guerre et la livraison des criminels de guerre. Le nouveau gouvernement, formé avec les seuls centristes et socialistes après la démission fracassante de Scheidemann et l'abandon des démocrates qui votent avec les nationalistes est finalement contraint de se charger, après un ultimatum allié, de signer le traité. Humiliation supplémentaire dans les lieux mêmes où Bismarck avait proclamé le II^e Reich, sans

obtenir la suppression des « articles honteux ». Déjà divisée par cet épisode appelé à devenir l'un des thèmes-clefs du ressentiment contre une « République des Juifs » accusée d'avoir livré l'Alsace-Lorraine et les mines de Sarre, le nord du Schleswig Holstein, la Posnanie, la Prusse orientale, une partie de la Haute-Silésie et l'ensemble des colonies, celle-ci doit affronter, entre 1920 et 1923 le putsch Kapp-Luttwitz à Berlin (1920) et celui d'Hitler à Munich (1923) dans un climat d'affrontements ponctué d'assassinats politiques. Notamment ceux de Matthias Erzberger, négociateur centriste du traité de Versailles (1921) et celui de Walter Rathenau, ministre des Affaires étrangères (1922). Dans ces divers affrontements, l'armée de 100.000 hommes, renforcée par les corps francs interdits à la suite de leur participation aux événements de 1921-22, joue le rôle de défenseur de l'unité du Reich, pas de la République. De retour en Allemagne, après un séjour de sept ans en Suisse, Einstein écrit en 1921 : « Je crois que le judaïsme allemand doit sa survie à l'antisémitisme. Je l'ai constaté pour moi-même. »⁹ Tirant pour sa part un bilan amer d'une intégration ardemment souhaitée, Jakob Wassermann¹⁰, auteur pourtant prisé, observe : « Malheureusement, la situation est telle que le Juif est aujourd'hui hors la loi. Pas au sens juridique, mais dans le sentiment du peuple. Il est vain de vivre pour lui ou de mourir pour lui. »

A une population dépourvue d'éducation politique, remplacée par des clichés, il était facile de présenter l'image d'un pays victime d'ennemis extérieurs et intérieurs. Ennemi extérieur : la France qui, non contente de soutenir les nationalistes polonais lors des plébiscites, et les autonomistes de Rhénanie, de récupérer l'Alsace-Lorraine et les mines de Sarre, occupe,

9 Albert Einstein, « Wie ich Zionist würde », in *Jüdische Rundschau*, 21.6.1921

10 Jakob Wassermann, *Mein Weg als Deutscher und Jude*, Berlin, 1921.

en réponse au non-paiement des Réparations, la rive gauche du Rhin en lui infligeant « la honte noire » (*die schwarze Schmach*) de ses troupes coloniales. Interprété dans *Mein Kampf* (dicté en 1924 durant sa détention) comme un révélateur de la dégénérescence française par métissage, ce thème accompagne dans la presse et la littérature allemande, la résistance à l'occupation franco-belge de la Ruhr : grève générale, financée par le gouvernement, sabotages provoquant l'expulsion de populations suspectées vers le Reich, attentats meurtriers entraînant des condamnations à mort par les tribunaux militaires français – dont le lieutenant Schlageter, célébré comme un héros par le jeune parti nazi. Ces événements marqueront jusqu'à la génération des officiers – comme Werner Best – chargés de l'administration militaire de la France occupée.

A l'intérieur de la République, le SPD (Parti social démocrate) reste, avec l'appui des « syndicats libres », la première force démocratique jusqu'en 1931. Mais il a déjà perdu près de 3 millions d'électeurs, soit 18% jusqu'en 1923. Ce qui l'oblige à se contenter de tolérer des coalitions gouvernementales de centre droit sans majorité parlementaire. La grande inflation de 1923, qui ruine les classes moyennes et les retraités, favorise la progression des forces antirépublicaines, qui obtiennent 23,6% des suffrages aux législatives de décembre 1924, auxquels s'ajoute, l'opposition de gauche avec 13,4% ce qui représente déjà 37%. Si la *ligue défensive et offensive* (DSTB), créée en 1919 à l'initiative de la Ligue pangermaniste, compte près de 200 000 membres lors de sa dissolution en 1922, à la suite d'une campagne de profanations de cimetières, de lieux de culte et d'assassinats politiques, son aile la plus activiste se retrouve au *Parti deutsch-völkisch de la liberté*, qui figure sur la liste commune avec les nazis aux législatives de 1924. Thème privilégié du DSTB, la « pollution juive », qui connaît un succès notable

avec la trilogie d'Artur Dinter. Ancien théologien protestant, cofondateur du DSTB, élu ensuite député, puis ministre de la culture dans le premier gouvernement nazi en Thuringe en 1930, il est relégué ensuite par Hitler dans une obscure maison d'édition pour avoir empiété sur son monopole idéologique en préconisant une Eglise nationale allemande unifiée, fondée sur un christianisme germanisé. Sa trilogie *Le péché contre le sang, Le Péché contre l'esprit, Le Péché contre l'amour*, publiée entre 1918 et 1921, atteint près de 500 000 exemplaires jusqu'en 1931. De quoi rappeler à ceux qui admirent, non sans raison de nos jours la « culture de Weimar », qu'elle fut le produit d'une avant-garde cosmopolite, prisée par une frange de la bourgeoisie cultivée, essentiellement juive. Que même Thomas Mann, prix Nobel de littérature en 1929, ne connut le succès qu'avec *Les Buddenbrook* (1901), histoire de sa famille hanséatique de Lübeck, tirée à un million d'exemplaires. Son frère Heinrich, plus engagé socialement, fut certes élu président de la section littéraire de l'Académie de Prusse pour sa trilogie *Das Kaiserreich* (1900-1917) dont le Professor Unrat, popularisé par le film *l'Ange bleu* avec Marlène Dietrich, valut au livre un tirage ne dépassant pourtant pas les 265 000 de *Peuple sans espace* (1926) récit de l'expérience coloniale allemande de Hans Grim.

Véritable sismographe du « Zeitgeist » et de la culture de masse sous Weimar, les romans de Gustav Frenssen (1863-1945). Ancien pasteur protestant, comme de nombreux idéologues nationalistes, nommé Dr. *honoris causa* de la faculté de théologie de Heidelberg en 1905, en même temps que son mentor Friedrich Naumann¹¹ il passe du christianisme social au socialisme national, puis avec Weber et Naumann, à la démocratie plébisci-

11 Rita Thalmann, *Protestantisme et nationalisme en Allemagne de 1900 à 1945*, Kliencsiek, 1976, 1^{re} partie : le syncrétisme protestant pp 70-179.

taire en 1918. Sa déception du nouveau pouvoir le conduit à espérer un « ordre nouveau », qu'incarnent dans sa province du Schleswig-Holstein, les Casques d'Acier et les groupes deutsch-völkisch représentés par l'un de ses anciens condisciples, le comte Reventlow, pionnier du nationalisme antisémite dans la région. Pénétré de sa vocation d'éducateur du peuple, l'échec de sa candidature au Nobel en 1919 (Anatole France) et 1929 (Th. Mann) réservé, selon lui, à l'« art judéo-roman » l'oriente vers la Foi allemande, lien entre christianisme et germanité. Selon lui, la jeune génération du front, déçue par l'effondrement politique de la défaite, a soif d'autorité, de vie simple, d'une « mystique spirituelle » fondée sur le *Volstum* et la race. Son adhésion au parti nazi, dont il suit attentivement la progression depuis 1928, n'intervient cependant qu'après l'accession d'Hitler au pouvoir. Année aussi de la publication de *Meino der Prahler* (1933) premier roman évoquant la mise à mort « d'êtres inférieurs » ou d'incurables. Sujet que l'ancien pasteur ne mentionnait auparavant que dans ses notes personnelles ou par allusion à propos de la colonisation allemande (*Peter Moors Fahrt nach Südwest*). Couvert d'honneurs par les maîtres du III^{ème} Reich, il les servira par la plume et la parole « malgré quelques erreurs » non précisées, jusqu'à son dernier souffle.

Le tournant de l'ordre nouveau que Frenssen appelait de ses vœux s'esquisse déjà à partir de 1925, avec l'élection à la mort du président Ebert du maréchal d'empire et hobereau prussien, Paul von Hindenburg. A première vue, avec à sa tête un représentant de l'ancienne caste dirigeante, la fin de la résistance de la Ruhr jugée coûteuse et inefficace, le retour à la stabilité monétaire et à une relative prospérité grâce aux investissements anglo-saxons, la situation paraît apaisée. Paix plus apparente que réelle, œuvre du gouvernement d'union nationale formée en 1923 par Gustav Stresemann, chef du parti allemand du

peuple (DVP) qui entend comme ministre des Affaires étrangères jusqu'à sa mort, en octobre 1929, se consacrer entièrement à la révision du Traité de Versailles. Politique de puissance (Machtpolitik) que faute de forces militaires suffisantes, il compte réaliser par la division des adversaires. Aucun problème du côté soviétique avec lequel il signe, dans le prolongement du Traité de Rapallo (1922) celui de Berlin en 1926, assurant à l'Allemagne non seulement d'importantes commandes, mais une coopération militaire pour l'entraînement des cadres de son armée. Perçu comme une contre-assurance à Versailles, ces traités, incluant celui illimité de 1931, sont largement approuvés alors que ceux conclu avec les occidentaux à la Conférence de Locarno, considérés par l'opinion internationale comme le début d'une ère de paix, ne sont pour Stresemann qu'une ouverture à de nouvelles revendications.

Attitude qu'Aristide Briand qualifiera d'« insatiable » avec un bilan comportant la garantie des frontières occidentales sans engagement pour les frontières orientales, l'entrée à la SDN, l'évacuation de la Ruhr, le plan Dawes ouvrant le marché allemand aux capitaux étrangers, et, en contrepartie, un plan négocié de réparations et le renoncement à l'Alsace-Lorraine, la politique, dite de réalisme national, est même désapprouvée par son propre parti.

Il est vrai qu'avec un Président de la République qui rêve de restaurer la dynastie des Hohenzollern, la droite, ouvertement anti-républicaine du DNVP, entrée au gouvernement en 1925, alors que le parti nazi, interdit après le putsch de 1923, se reconstitue sous la direction d'Hitler libéré après neuf mois de détention, sans purger les cinq années – peine minimale pour un délit de haute trahison. Indulgence d'une justice pour les droites, qualifiées de « patriotes », répression sans merci pour les militants de gauche, le feu couve sous la cendre. Dès 1928, avant la crise économi-

que mondiale de 1929, qui allait ébranler jusqu'aux fondements de l'économie et de la politique déjà affaiblis par la guerre et les crises des années 1920-23, se dessine l'épreuve de force entre ceux qui veulent restaurer l'ancien régime et ceux qui veulent édifier un « Etat du peuple » par une révolution « völkisch ». D'un côté le Président Hindenburg, soutenu par la Reichswehr, une majorité protestante qui ne pardonne pas à la République l'exil de l'empereur, chef spirituel d'une Eglise désormais privée de son statut privilégié de confession d'Etat, réduite à un statut de « corporation de droit public », aux mêmes droits que les cultes catholique et juif. Autre soutien jusqu'en 1931, les *Casques d'Acier*, fondés en 1918 avec 100 000 anciens combattants, pour atteindre près de 500 000 en 1930, décidés à combattre « la cochonnerie de révolution ». Ses membres étaient astreints à prouver n'avoir aucune ascendance juive. D'où la création, aussi en 1918, de l'Union du Reich des combattants juifs du front « *Reichsbund jüdischer Frontsoldaten* » (RJF) – l'appellation « front » s'impose. Forte de 50 000 membres, elle s'assigne de combattre, même physiquement en cas de nécessité, les exactions antisémites et à assurer, à partir de 1922, la sécurité des institutions juives.

Face aux nostalgiques de l'empire, les partisans d'une révolution völkisch affichent la priorité absolue du racisme biologique selon les thèses de Hans F.K. Günther, auteur d'une *Rassenkunde des deutschen Volkes* (1922) et d'une *Rassenkunde des jüdischen Volkes* (1930) qui lui vaut d'être nommé professeur à l'Université d'Iéna, l'un des premiers bastions universitaires des élites nazies SS. Entre les deux, les néo-conservateurs, partisans d'une « Révolution conservatrice » remplaçant la République par un Etat autoritaire, conservateur chrétien selon les thèses de Moeller van den Bruck dans son *III^e Reich* (1922). Le rapprochement entre conservateurs et « völkisch » est favorisé par l'élection, en 1928, d'Alfred

Hugenberg à la présidence du DNVP. Ce qui vaudra aux Juifs, déjà vilipendés en 1922 comme éléments envahissants dans la société et l'Etat, de n'être plus admis par ce parti. Ancien administrateur de province en Prusse, d'où son soutien au révisionnisme pangermaniste à propos des Marches de l'Est, membre du directoire de Krupp, propriétaire depuis 1914 d'un véritable empire de médias, sa violente campagne contre le nouveau plan de Réparations (Plan Young) se solde encore par un échec au référendum demandé. Mais le remplacement à sa mort de Stresemann par un agrarien, ancien des Casques d'Acier, à la tête du DVP, scelle l'union avec le DNVP de Hugenberg et l'entrée des nazis dans plusieurs gouvernements régionaux. Union qui annihile, en mars 1930, la reconduction d'une grande coalition formée avec les socialistes entre 1928 et 1930, pour affronter les premiers effets de la crise. Dans *Germania*, organe officiel du *Zentrum*, un article du 28 mars 1928, dresse le constat d'une crise marquant la fin du régime parlementaire, tandis que le nombre de chômeurs passe de 600 000 à 2 700 000.

La mise à mort d'une République

Lors des législatives de 1930, le parti d'Hitler réussit sa première percée politique en devenant avec 6 407 000 de voix, soit 18,3 % des suffrages, le deuxième parti d'Allemagne derrière le SPD. Avec six millions de chômeurs, auxquels s'ajoutent huit millions de chômeurs à temps partiel, soit près de 50 % de la population touchée, la crise s'accroît alors que le budget du Reich accuse déjà un déficit de 700 millions de marks. Faute de majorité parlementaire, les cabinets présidentiels se succèdent au mépris des règles constitutionnelles avec l'aval du Président Hindenburg. Le 11 octobre 1931, l'union des forces antirépublicaines est officiellement scellée à Bad Harzburg entre le DNVP de Hugenburg, le parti d'Hitler, les

responsables du DVP, des Casques d'Acier, en présence de cadres de l'ancienne armée impériale, de deux fils de l'empereur – dont le Kronprinz – et du Dr Schacht, devenu l'expert financier du parti nazi. Dans un ordre du jour, le « Front » refuse la confiance au cabinet Brüning, demande la dissolution du Reichstag et l'abolition des décrets et lois promulgués depuis 1931. Dans un manifeste annexe, Hitler déclare que les partis du Front sont prêts à assumer le pouvoir. Il faudra encore 14 mois de tractations avec les milieux industriels et la réélection du Président Hindenburg, avec les suffrages des forces républicaines contre son propre camp des droites, pour que Hindenburg, trahissant ses électeurs, appelle à la chancellerie Adolf Hitler, qui recueille 33 % aux élections législatives de novembre 1932. Le 30 janvier 1933, celui-ci prête serment à la constitution de Weimar en présence du maréchal-président d'une République qu'il avait largement contribué à vider de ses fondements démocratiques.

Si le nouveau gouvernement ne comporte encore, hormis Hitler, que deux ministres nazis, mais à des postes-clefs – Frick à l'Intérieur, Goering à l'Air, mais surtout au ministère de l'Intérieur du Land de Prusse – les neuf autres ministres représentent l'ancienne caste dirigeante, qui se fait fort de « dompter (zähmen) le caporal bohémien ». Or en l'espace de 19 mois, après n'avoir obtenu que 44 % des suffrages aux législatives de mars 1933, dont il espérait une majorité absolue, le vote des pleins pouvoirs pour quatre ans renouvelables par les 2/3 des députés (moyennant pressions et promesses verbales au *Zentrum* de respecter la liberté des cultes – les communistes sont déjà exclus depuis l'Incendie du Reichstag en février 1933), seuls 91 députés socialistes encore présents sur 120 votent contre – permet de réaliser la « mise au pas » (Gleichschaltung) de l'ensemble des institutions républicaines. En juillet 1934, il aura franchi l'ultime étape avec l'interdiction ou l'autodissolution forcée des

partis, syndicats et associations démocratiques au profit du seul parti nazi et de ses nombreuses organisations annexes. Après l'écrasement en juillet de la rébellion des chefs SA lors de la *Nuit des longs couteaux*, qui permet aux SS d'assassiner en même temps quelques adversaires politiques – dont le général et dernier chancelier von Schleicher et sa femme – et la mort en août du Président Hindenburg, Hitler devient le Führer du III^e Reich et chef d'une armée désormais assermentée à sa personne. Dans un discours public du 20 août 1933 Hitler déclarait : « La lutte pour le pouvoir d'Etat est terminée aujourd'hui. Mais la lutte pour notre cher peuple se poursuit. » Les dirigeants de la *Représentation des Juifs du Reich*, créée en septembre 1933, les quelque 495 000 Juifs encore présents en Allemagne après le départ d'une première vague d'environ 30 000 personnes consécutif aux premières mesures d'exclusion, osaient encore espérer un modus vivendi avec le nouveau régime, passés les premiers bouleversements de son instauration. Ils ignoraient encore, ou ne voulaient pas voir, que la lutte annoncée, fondée sur la culture du ressentiment, déjà exposée dans *Mein Kampf*, ouvrait un « avenir de fer ». Avenir dont l'idéologue en chef du parti, Alfred Rosenberg, prédisait¹² déjà en 1930 qu'il exigerait des nerfs d'acier et des forces formatrices les plus abruptes quand l'insulte du peuple et de la race, la souillure raciale, seraient punies de réclusion ou de mort « jusqu'à ce que ce qui paraît monstrueux soit devenu un jour une évidence. » Qui dans les démocraties, avait pris au sérieux cet avertissement ?

12 Alfred Rosenberg, *Der mythus des 20 jahrhunderts*, München, 1930, pp. 512-513.